



## Sri Lanka : à qui profite le crime?

Par [Jean-Pierre Page](#)

Mondialisation.ca, 23 avril 2019

Région : [Asie](#)

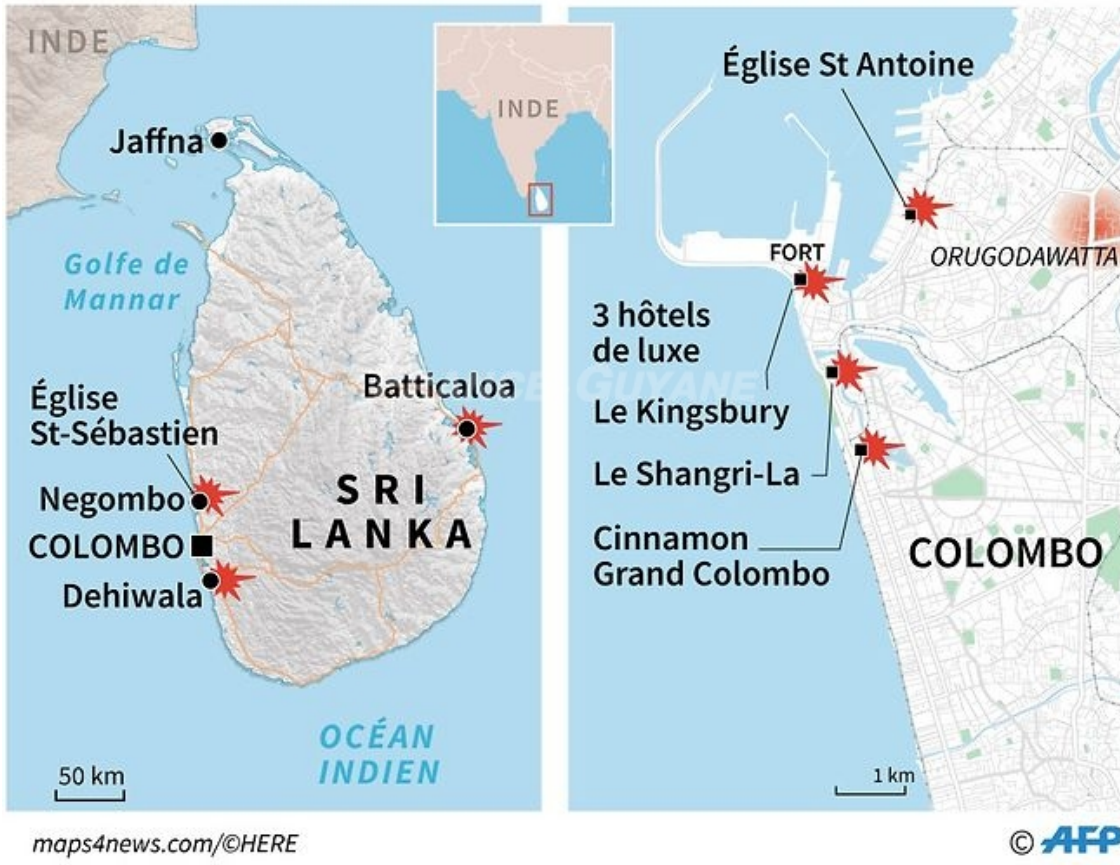
Thème: [11-Septembre et terrorisme](#)

« *Aucune cause ne justifie la mort de l'innocent !* » *La chute*, Albert Camus, 1956

La nouvelle est tombée le jour de Pâques: un carnage a eu lieu à Colombo, un autre « *massacre des innocents* », une tragédie, une épreuve. Il peut être difficile vu de Paris, de Londres, de New York de mesurer l'état de choc qu'il provoque dans toute une population. Pourtant il se passe quelque chose d'indéfinissable, de tangible, de palpable et d'oppressant difficile à décrire. On a connu ça ailleurs.

La comptabilité macabre des victimes est provisoire ! Près de 300 morts dont 45 étrangers, plus de 600 blessés, sans doute plus compte tenu du nombre de disparus et des victimes que l'on ne peut identifier. Des églises sont fracassées, des hôtels dévastés, la peur, partout le sentiment qu'on n'est pas au bout de ce calvaire. N'a t'on pas trouver dimanche soir une bombe à proximité du terminal de l'aéroport international Bandanaraïke, puis lundi matin 87 détonateurs à la gare routière de Colombo, et plus tard près d'une église une nouvelle bombe dans un « *van* » que des artificiers ont fait exploser!

# Attentats au Sri Lanka



Est-ce possible ailleurs ? Quand ? Comment le savoir ?

Le couvre feu a été décrété, les écoles et les universités, les administrations sont fermés, les réseaux sociaux interrompus, tous les trains de nuit sont annulés, les « *check points* » de l'armée et de la police ont refait leur apparition, le Conseil national de Sécurité et le Parlement sont convoqués en urgence. Toutes les réglementations anti terroristes sont réactivées.

Le 23 avril sera une journée de deuil national, au Sri Lanka.

Evidemment ce carnage a ravivé dans l'esprit de chacun un traumatisme toujours sensible. Celui, d'un passé pas si ancien marqué par 30 ans de guerre, 80 000 morts, des centaines de milliers de victimes, les destructions effroyables d'une culture cinq fois millénaire, un pays ravagé économiquement et socialement, la disparition d'intellectuels et d'artistes de talents, d'hommes politiques visionnaires assassinés, toute une nation, un peuple martyrisé par ceux là même qui voulaient imposer la division du pays pour des calculs sordides, des ambitions géopolitiques, en faisant prévaloir le séparatisme, l'intolérance, l'injustice, le sectarisme comme programme politique. Le prix de ces longues années de souffrances fut d'autant plus lourd si l'on tient compte d'un tsunami sans précédent qui lui provoqua la mort de 40 000 personnes en décembre 2004!

Le Sri Lanka, l'ancienne Ceylan dont Octave Mirbeau aimait à dire « *qu'elle était le paradis sur terre* » sera-t'il éternellement condamné à subir ses malheurs comme une fatalité tout comme si il s'agissait pour lui de pousser sans fins son rocher de Sisyphus?

Après la défaite politique et militaire des « *Tigres* » du LTTE en 2009, il fallu reconstruire un

état et une nation menacée de dislocation, redonner du sens à l'unité du pays, retrouver une cohésion. 10 années plus tard le chemin est loin d'être achevé même si le souvenir du conflit tendait à s'effacer. Aujourd'hui, une chose est déjà certaine le carnage du jour de Pâques donne le sentiment que la société est proche de faire un bond en arrière, que la page n'est pas tournée. La barbarie a frappé partout et sans distinctions! Une prise de conscience se dessine : il faut empêcher le retour à la case départ?

A qui, cette fois le crime profite t'il ? Telle est la véritable question que beaucoup se posent !

Comme dans d'autres cas similaires, la folie meurtrière n'est jamais aveugle, et c'est bien là tout le problème. La recherche du chaos est toute sauf innocente, elle n'est jamais le résultat d'une génération spontanée. Evidemment, les déclarations, les rumeurs ne manquent pas, les interprétations se multiplient comme les jugements définitifs des experts « *ès terrorisme* » qui se gardent souvent de replacer les évènements dans leur contexte et les rapports de force. Au Sri Lanka, régionalement et internationalement, les commentaires se succèdent à cadence répétée entre sincérité, simulation, hypocrisie et calculs partisans. La dictature des médias s'exerce sans limites avec une seule et même interprétation. On cherche à nous refaire le coup du « *choc des civilisations* ».

Dès dimanche le Premier Ministre Ranil Wickremesinghe avait stigmatisé les attentats et leurs conséquences prévisibles. Il ajoutait à la manière surprenante d'une auto critique que la menace d'attentats terroristes était connue, les services de police et de sécurité en étaient informés

mais personne ne les avait pris en compte sérieusement. Il lançait immédiatement un appel à l'aide étrangère à laquelle Donald Trump répondait immédiatement, ce fut aussi le cas de l'Union Européenne toute prête à apporter son aide, pendant que la marine indienne, elle, mobilisait une bonne partie de sa flotte aux larges des côtes sri lankaises pour officiellement prévenir tout débarquement de commandos terroristes.

Bizarrement en octobre 2018, au début d'une crise politique majeur qui avait vu son éviction le même Ranil avait refusé d'enquêter, d'anticiper et de prendre en compte le complot visant l'assassinat du Président Sirisena. Pire, il avait fait interpellé et placé en détention des responsables des services d'intelligence et de sécurité du pays.

Faisant suite aux évènements du 21 avril et à la suite les propos du chef de gouvernement, le Ministre de la défense Ruwan Wijewardane confirmait que l'on ignorait qui étaient les commanditaires. Etaient-ils étrangers ? « *ISIS (Daesh) avec des connections locales* » accusait immédiatement le Dr. Rohan Gunaratna.

Par contre on connaissait parfaitement les auteurs des attaques dont les arrestations étaient en cours ou imminentes. Parmi eux plusieurs « *kamikazes* » musulmans, tous Sri Lankais à l'identité établie qui pour certains avaient loués la veille des chambres dans les palaces de Colombo visés par les attentats notamment au « *Cinnamon Grand* » et au « *Shangri-La* ». Dès le milieu de la journée de premières arrestations intervenaient, 8 individus, puis 13 et depuis 28. La location d'une maison était identifiée à Panadura dans la banlieue de Colombo, elle constituait en effet la base arrière de toute l'opération. Sa location selon le propriétaire coutait 45 000 roupies, l'un des locataires suspect d'intégrisme religieux, mais protégé par un politicien local avait servi d'intermédiaire. On l'avait donc laissé tranquille.

Il était enfin confirmé que dix jours auparavant les services secrets américains et indiens avaient informés les autorités sri lankaises. CNN a ainsi révélé l'existence d'une note de l'adjoint de l'Inspecteur General de la Police à Colombo adressé à différents services y compris ceux du ministère de la défense ou était évoqué le projet d'une attaque suicide revendiquée par Mohamed Saharan, le dirigeant du « *Nation's Thwahid Jaman* ».

On aurait donc laissez-faire ? Mais qui et pourquoi ?

Loin de contribuer à faire la clarté les rivalités au sein de l'élite politique allaient rendre les choses plus confuses encore. L'heure des règlements de compte était venue. Selon plusieurs membres du gouvernement le Président hostile au Premier Ministre était informé mais n'aurait rien fait. En voyage à l'étranger, il n'aurait pris aucune dispositions pratiques, oublié de réunir le Conseil National de sécurité, laissé vacant ses responsabilités en matière de défense. Quant au ministre de l'économie et homme lige des américains Mangala Samaraweera, l'ancien président de centre gauche et chef de l'opposition Mahinda Rajapaksa, chercherait à exploiter la situation. Les morts ne sont pas encore enterrés que la politique politicienne sri lankaise avec la médiocrité qui la caractérise s'en donne à cœur joie. Elle s'agite et comme toujours sans dignité. Comme à l'habitude tout le monde y va de son couplet. !

On reste confondu par ces découvertes et ces révélations quelques heures à peine après le carnage. Ainsi comme en d'autres lieux à Paris, Londres ou Bruxelles, on connaissait les « terroristes », les filières, les structures, l'organisation de l'opération, les contacts et même les relations politiques locales des terroristes. Fort opportunément ils avaient signé leurs forfaits en laissant sur place leurs papiers d'identité et bien d'autres objets confondants pour des terroristes aussi bien organisés. Bien étrange « *remake* » déjà joué ailleurs!

Face aux interrogations et aux questions qui pleuvent ! Le Président et le Premier Ministre ont annoncé sans tarder la mise place d'une commission d'enquête. « *Si vous voulez enterrer un problème, nommer une commission* » avait l'habitude de dire Georges Clemenceau ! A la recherche d'un bouc émissaire et pour faire bonne mesure, le pouvoir a exigé la démission de l'Inspecteur General de Police (IGP), haut fonctionnaire pourtant sous la responsabilité du gouvernement. A Colombo comme à Paris, Castaner fait des émules, lui fait démissionner le Préfet de Police, ici l'IGP. On a les inspireurs que l'on mérite !

Ainsi et comme ce fut le cas ailleurs, on découvre en moins de 48 heures « *le modus operandi* », il est chaque fois le même. Il s'agirait d'un groupe djihadiste, des combattants d'origine sri lankaise survivants de la guerre en Irak et Syrie. Du moins c'est ce qu'affirme la très informée Nirupama Subramaniam journaliste du Indian Express. Selon celle-ci les services de renseignements Indiens, le trop fameux RAW avaient informés leurs partenaires Sri lankais sur la menace imminente d'attentats devant frapper des églises catholiques, des touristes à travers de grands hôtels de la capitale, l'Ambassade Indienne était également visée. Les terroristes étaient connus disait elle, toutefois, elle n'alla pas jusqu' à mettre en cause les rebelles kashmiris qui selon Delhi seraient soutenus en sous mains par le Pakistan, mais suivez son regard. En politique, il n'y a pas de petits bénéfices ! L'Inde n'est elle pas au milieu d'une bataille électorale que l'on dit difficile pour Narendra Modi, son premier ministre. En conflit ouvert avec le Pakistan, il menace si il le fallait d'utiliser la bombe atomique pour régler leurs éternels différents frontaliers. Le contexte régional n'est donc pas indifférent, il faut le prendre en compte!

Pendant ce temps le gouvernement Sri Lankais, lui, est aux abois. La perspective des

prochaines élections présidentielles et celles provinciales maintes fois reportées sont dans toutes les têtes. L'avenir est en effet incertain pour les néo libéraux de Ranil Wickremesinghe dont le parti UNP est en proie aux ambitions multiples. Cette inquiétude est également perceptible chez leurs protecteurs américains pour qui le Sri Lanka géré dorénavant comme une extension des Etats Unis est dirigé en fait depuis l'Ambassade des Etats-Unis avec la collaboration de US Aid, des Peacecorps au budget impressionnant, avec l'appui de l'Open Society de Georges Soros, d'ONG et de nombreuses fondations tentaculaires comme la société du Mont Pellerin à laquelle appartient Ranil Wickremesinghe et qui s'héberge directement dans les bureaux du premier ministre.

A ce stade de la réflexion, il n'est pas inutile de rappeler que la fin justifiant les moyens on découvre dans la longue histoire politique du Sri Lanka, comment les politiciens de droite ont souvent non sans cynisme et violence provoquer des évènements leur permettant de rester indéfiniment au pouvoir. Un des moyens consiste à reporter systématiquement et pendant plusieurs années les échéances électorales. Mais il y a eu bien pire, on le fit aussi en s'accaparant tous les pouvoirs politiques, en muselant les libertés fondamentales, en interdisant les partis et les syndicats, en foulant au pied la démocratie, en assassinant les opposants et de nombreux intellectuels. Ce fut le cas par exemple du Président J.R Jawardana, ce grand ami de Ronald Reagan qui fit amender la constitution en 1978, afin de faire main basse sur tout l'appareil d'état, le plaçant exclusivement et unilatéralement à son service, il initia le « *Prevention Terrorism Act* », puis prolongea indéfiniment la survie de son gouvernement en reportant définitivement toutes les consultations électorales, il changea même la capitale de place en lui donnant son nom. En 1983 il fut l'inspirateur et l'organisateur du « *Black July* » un pogrom anti tamoul, qui ne fut pas indifférent aux causes de la guerre qui ensanglanta le pays pendant 30ans. A cette époque et dans son gouvernement J.R comme on l'appelait communément comptait un jeune ministre ambitieux, aux dents longues et plein d'avenir : Ranil Wickremesinghe. Tout semble confirmer que l'élève a retenu la leçon du maître.

Après les évènements politiques de novembre 2018 et le limogeage dont il fut l'objet, Ranil cherche depuis une réponse existentielle au maintien de son pouvoir exclusif. La situation est compliquée car il doit faire face au mécontentement et au rejet personnel dont il fait l'objet. Ce sentiment est en effet très fort dans le pays. Avec le soutien des pays occidentaux il a pu jusqu'à présent se maintenir mais au prix de l'éclatement de la majorité dont il disposait au parlement et de concessions qu'il dut faire à l'opposition, notamment en admettant à sa tête, le toujours charismatique Mahinda Rajapaksa. Il le sait, il a gagné du temps mais la partie décisive n'est que remise. A travers leur exploitation les évènements tragiques que connaît le pays peuvent peut être offrir une porte de sortie à l'impasse politique dans laquelle il se trouve. Il faut donc s'attendre à ce qu'il ne la néglige pas, même si il doit faire tomber quelques têtes. C'est là une autre dimension du contexte à prendre en compte.

L'urgence est impérative, car la pression de la part des occidentaux et des Indiens est grande pour maintenir leur contrôle et leur hégémonie sur cette île si stratégique. Ces derniers doivent faire face aux ambitions économiques, militaires et politiques de la puissance montante dans la région : la Chine et à son grandiose projet de nouvelle route de la soie que soutiennent entre autre ses alliés Russe Pakistanais, Iranien.

Le problème c'est que l'ingérence occidentale, la mise en cause ouverte de la souveraineté du pays provoque une mobilisation croissante et sans précédent de l'opinion Sri Lankaise contre ce qui fait figure d'abdication, de reniement et de trahison de son élite au pouvoir.

Depuis 2015 et le vote d'une résolution au Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU à Genève, très contraignante pour le Sri Lanka mais soutenu par lui même et les USA, le gouvernement a du mal à se dépêtrer de cet aveu de soumission aux exigences occidentales. Elles sont vite devenues insupportables, à fortiori pour un peuple ayant subi 450 ans de colonisation.

Washington à travers ses ambassadeurs agissant comme de véritables "*missi dominici*" se comporte donc avec la condescendance anglo saxonne habituelle, comme il le ferait d'une ancienne « *république bananière* ». Par ailleurs, la crise économique et sociale s'est aggravée dans tous les domaines. Les "*Chicago boys*" de Milton Friedman et les réseaux de la Fondation du Mont Pèlerin orientent les décisions mais avec les conséquences politique que l'on imagine! Rien ne doit échapper à l'ouverture aux dogmes du libéralisme sous le contrôle draconien du FMI, de la Banque Mondiale, d'une union européenne tatillonne comme à celui des institutions financières internationales. Mais il y a un prix à payer, et il est très lourd.

Le résultat est spectaculaire, en 2 années le pays est au bord de la faillite, la roupie a perdu près de 20% de sa valeur en un an, un effondrement de l'économie est en vue, la régression sociale est l'horizon immédiat, l'épidémie de dengue fait des ravages, la liquidation de la production agricole entre autre celle du riz, du thé, des épices est organisé, les inégalités ont explosé, les riches promoteurs d'une finance facile et artificielle sont devenus plus riche pendant que la population elle s'est appauvrit dangereusement, la corruption a grande échelle a ainsi été marquée par le holdup up historique sur la Banque centrale, le Sri Lanka est devenu une des plus importantes plate formes au monde pour le blanchement d'argent, les trafics en tout genre : drogue, armes, organes, l'instabilité politique permanente tourne à la farce, le pays est vendu à la découpe ouvrant la possibilité dorénavant aux sociétés transnationales de s'accaparer la propriété nationale sans limites les meilleurs terres du pays, ses ressources naturelles.

Face à la colère et l'exaspération que cette politique suscite, la situation peut devenir à hauts risques. Elle pourrait ainsi sonner le glas des ambitions géo politiques des Etats Unis dans une région stratégique C'est à dire une des zones aux défis géopolitiques les plus élevés de la planète. 100 000 tankers y empruntent chaque année les corridors maritimes. La moitié du trafic international dont les 2/3 représente celui des hydro carbures. On sait depuis la guerre en Yougoslavie ce que représente le contrôle des corridors à l'échelle mondiale.

L'échec de la fameuse "*Indo-Pacific régional architecture*", des USA pourrait entrainer du même coup un nouveau succès d'importance pour la Chine en ouvrant un nouvel espace à son influence. C'est là l'enjeu de cette partie d'échecs qui se joue aujourd'hui au milieu de l'Océan Indien. Elle avait en fait commencé depuis 2002 sous l'impulsion de Georges Bush, puis poursuivie avec Barack Obama et sa stratégie de « *Pivot Asia* »! En 2015 après la victoire électorale de la droite, les négociations entre Washington et Colombo entendaient arrimer solidement le Sri Lanka aux ambitions géo stratégiques de l'Empire en particulier au plan militaire. C'est donc avec une certaine fébrilité que Washington a du faire accélérer à Hambatota, l'installation d'infrastructures dans le plus grand port en eau profonde de l'Asie.

Celui-ci pourrait à termes abriter la 7<sup>e</sup> flotte face aux formidables et rapides investissements chinois en matière maritime, commerciale et militaire. C'est pourquoi le dispositif mis au service des américains par le gouvernement s'accompagne d'avantages extra territoriaux considérables et exclusifs au bénéfice du contingent américain.

Si ces objectifs demeurent plus que jamais à l'ordre du jour, le contexte lui a changé de manière imprévue. L'horoscope est il toujours aussi favorable pour les prévisionnistes de Washington? On en est plus certain! C'est là aussi une dimension du contexte à méditer.

Il semble qu'au Sri Lanka malgré les incessantes campagnes en faveur d'un *droit de l'homme* occidental *dans l'air du temps*, ne fassent pas recette. On est pas arriver à casser des briques comme le font les chinois et depuis des siècles au fameux monastère de Shaolin !

On oublie trop souvent dans l'histoire, comment des peuples dans des pays qui semblent éloignés, peuvent jouer un rôle décisif dans le renversement des équilibres internationaux. On peut se poser la question si, dans le cas du Sri Lanka, nous n'avons pas affaire également à un conflit d'importance géostratégique majeure pour l'avenir de cette région si décisive pour l'avenir de l'humanité

D'où la nécessité de comprendre la complexité des enjeux et de sortir de la vision manichéenne qui vise à tuer la réflexion et à aveugler ceux qui jugent les questions « lointaines », au regard de leurs seules « bonnes intentions » ou encore des apparences véhiculées le plus souvent par les lobbies médiatiques les plus riches et les plus puissants.

Loin de nous éloigner de cette tragédie de Pâques, nous devons pour en comprendre les causes réfléchir à un contexte qui n'est pas indifférent à ces événements douloureux et au carnage auquel il a donné lieu.

Par conséquent et comme on le voit, les raisons ne manquent pas pour affaiblir le Sri Lanka, le faire douter de lui même, le diviser, à l'écarteler entre l'Inde, la Chine, les Etats Unis, le manipuler, en cherchant à opposer les communautés entre elles, en rejouant le thème éculé d'une nouvelle guerre ethnico-religieuse.

Mais à travers les épreuves qui sont les siennes, le peuple Sri Lankais a aussi acquis une maturité, une lucidité et une clairvoyance qui il faut l'espérer lui permettra de mettre en échec une nouvelle fois ceux qui veulent lui faire renoncer à être lui même.

Jean-Pierre Page

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Jean-Pierre Page](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Jean-Pierre Page](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

[media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)